

**MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX, EQUIPEMENTS ET SURFACES
VITREES D'ETABLISSEMENTS MOSELLANS DE L'UGECAM NORD-EST**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de remise des offres : Lundi 3/03/2025 à 12h

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3 - VARIANTES / VISITES DES LOCAUX

ARTICLE 4 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 6 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 8 - OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 9 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

ARTICLE 11 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 13 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

ARTICLE 14 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée par l'UGECAM (Union pour la Gestion des Caisses d'Assurance Maladie) du NORD-EST, organisme de Sécurité sociale ayant pour activités principales de soigner, rééduquer et réinsérer des personnes en situation de handicap.

L'objet concerne le nettoyage des locaux, équipements et surfaces vitrées pour les établissements suivants répartis en trois lots distincts :

Lot n°1 : CMPR « Le Hohberg » pour le nettoyage des locaux et équipements
50 rue de Rouhling Welferding
57200 SARREGUEMINES

Lot n°2a : MAS/FAM « Les Jardins de L'Abbaye » pour le nettoyage des locaux et équipements
67B rue des Alliés
57740 LONGEVILLE LES SAINT AVOLD

Lot n°2b : MAS/FAM « Les Jardins de L'Abbaye » pour le nettoyage de la vitrerie
67B rue des Alliés
57740 LONGEVILLE LES SAINT AVOLD

ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

Procédure :

La procédure de consultation est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est traité à prix global et forfaitaire pour les tâches courantes et à prix unitaires et à bons de commande pour les besoins spécifiques et ponctuels de l'établissement.

Allotissement :

Conformément à l'article R 2113-1, le présent marché fera l'objet de trois lots, cités à l'article 1. Chaque candidat pourra présenter une offre pour un lot, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Forme:

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire sans minimum et avec un maximum fixé à 890 000 € HT en valeur pour la durée maximale du marché en application de l'article R.2162.4 du Code de la commande publique.

Durée :

Ce marché prendra effet à compter du 4/04/2025 avec une reconduction tacite annuelle et ce pour une durée de 3 ans maximum soit le 03/04/2028, sauf :

- dénonciation formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception cinq mois avant l'expiration de chaque période contractuelle ou de la date souhaitée de résiliation,

- application de l'article 14 du C.C.A.P.

Le marché pourra être prolongé d'une année supplémentaire à l'échéance des 3 ans par voie d'avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Forme du prix :

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Codes nomenclature CPV :

<i>Codes CPV</i>	<i>Description</i>
90900000-6	Service de nettoyage et d'hygiène
90910000-9	Service de nettoyage
90911300-9	Service de nettoyage de vitres

ARTICLE 3 - VARIANTES - VISITE DES LOCAUX

VARIANTE

Chaque concurrent doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation. Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Les candidats sont tenus de répondre obligatoirement aux variantes éventuellement demandées et figurant dans les BPU, dans le cas contraire l'offre pourra être déclarée non conforme et rejetée.

VISITE DES LOCAUX

Les candidats devront se rendre **obligatoirement** dans l'établissement pour lequel il souhaite candidater afin d'établir leur offre en toute connaissance des prestations à réaliser et ainsi éviter tout malentendu ou erreur lors de la rédaction de l'offre et de l'éventuelle exécution en cas d'attribution.

Les établissements transmettront aux candidats un certificat de visite qui devra être joint obligatoirement avec l'offre.

Pour effectuer ces visites les candidats devront prendre rendez-vous auprès de :

CMPR « Le Hohberg » :

- Madame Sandra GILLES

☎ 03.87.95.96.02 / Email : sandra.gille@ugecam.assurance-maladie.fr

MAS FAM de Longeville Les Saint Avoild. :

- Madame Evelyne MANGIN

☎ 03.87.00.18.35 / Email : evelyne.mangin@ugecam.assurance-maladie.fr

ARTICLE 4 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM NORD EST se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications seront mises en ligne sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessous est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 6 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement.

Le paiement s'effectuera dans le cadre du budget d'exploitation de chaque établissement concerné, sur factures dans les conditions décrites à l'article 15 du Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.).

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus aux articles L.2193-1 à L.2193-22 du Code de la Commande Publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit à l'UGECAM NORD EST une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le candidat précisera, le ou les domaine(s) d'intervention pour lesquels il aura recours à la sous-traitance.

ARTICLE 8 - OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les opérateurs économiques peuvent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité à l'adresse internet du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

ARTICLE 9 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les concurrents auront à produire un dossier complet établi en langue française comprenant les pièces suivantes :

- la lettre de candidature (imprimé DC1), disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- la déclaration du candidat (imprimé DC2), disponible sur le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, dûment complétée, signée et accompagnée des pièces justificatives auxquelles elle fait référence,

Le e-DUME (Document Unique de Marché Européen) peut se substituer aux DC 1et DC2.
C'est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Celui-ci permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global ;
- attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des organisations concernées (DGFIP, ACOSS) ;
- attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi ;
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par les candidats lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire ;
- le réutiliser sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat qui souhaite utiliser le e-Dume pourra y accéder par le profil acheteur de l'UGECAM NORD-EST sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>., par l'outil mis en place par la Commission européenne ou par le portail web disponible sur Chorus Pro.

- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- les attestations sociales et fiscales en cours de validité,

- une attestation relative aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société,
- une attestation Kbis,
- une liste de références en rapport avec l'objet du marché dans le domaine sanitaire au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et les destinataires (personnes à contacter, coordonnées),
- une liste des moyens en matériel et effectif du candidat dédiés à la réalisation des prestations du présent marché,
- les chartes de qualité, les labels et certifications dont bénéficie le candidat,
- un mémoire présentant l'organisation et les moyens que le candidat se propose de mettre en œuvre sur chacun des sites, comportant les éléments suivants :
 - a) Moyens mis en œuvre (humains, techniques et les innovations) :
 - l'organisation de l'entreprise : organigramme, présentation des services supports (qualité, formation, ...), ...
 - le nombre d'agents, le nombre d'heures journalières et mensuelles de travail effectif (global et par agent) et leur qualification,
 - les matériels laissés sur place et la liste des produits (produits de nettoyage, consommables sanitaires, ...) utilisés ainsi que les éventuels systèmes de dilution et la gestion des stocks et livraison de ces produits : cette liste sera accompagnée des fiches techniques, des données de sécurité et des protocoles d'utilisation,
 - b) Organisation :
 - l'organisation de l'exécution des prestations incluant les horaires d'intervention : les procédés d'exécution (fiches méthodes, fiches de postes, planning d'exécution par bâtiment ou locaux, ...) et la gestion des équipes : la gestion de l'encadrement (définition du profil de poste avec les missions et les qualifications hors site et sur site), la politique de gestion du personnel, la politique de formation et d'insertion du personnel chargé de l'exécution des prestations et la procédure d'accueil et de suivi des agents chargés de l'exécution des prestations,
 - c) Qualité :
 - les contrôles de qualité interne mis en œuvre : fournir la grille de contrôle d'évaluation des prestations et la présentation détaillée de l'outil pour le contrôle interne des prestations, la fréquence et les modalités d'organisation des contrôles internes ainsi que les mesures correctives prises dans le cadre des contrôles qualité,
 - la présentation de l'outil pour le suivi de la traçabilité des tâches,
 - les moyens de communication avec les établissements.
- une note technique précise permettant de justifier que le candidat est engagé en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable (incitation à la sobriété en terme d'énergie et de ressources et optimisation des cycles de vie) et plus précisément les mesures que le candidat prendra dans ce sens au titre du présent marché dans le cadre de sa démarche RSE (axes environnemental et social),
- l'acte d'Engagement (A.E.), dûment complété et signé,

Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer à l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

- le cadre réponse par lot, annexe à l'acte d'engagement, dûment complété et signé,
- le C.C.A.P. et son annexe 1 dûment accepté et signé,
- le C.C.T.P. par lot dûment accepté et signé,
- le certificat de visite de chaque établissement,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Ainsi que toute pièce que le candidat estime de nature à appuyer son offre.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La date limite de réception des offres est fixée au :

- **Lundi 3/03/2025 à 12 heures**

Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique sur le site suivant : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**.

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Une fois que le concurrent aura remis son offre, il ne pourra ni la retirer ni la modifier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont : Word, Excel, PowerPoint, Pdf, Zip.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser certains formats comme les « exe » ou de outils comme les macros.

La signature électronique de l'acte d'engagement et du BPU n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Dans ce cas, les documents contractuels de l'entreprise attributaire seront re-matérialisés et devront être signés manuscritement.

Conformément aux dispositions du Code des Marchés publics, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures et offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui ne supporte pas la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « COPIE DE SAUVEGARDE - APPEL D'OFFRES CONCERNANT LE NETTOYAGE DES LOCAUX, EQUIPEMENTS ET DE LA VITRERIE DES ETABLISSEMENTS MOSELLANS ».

La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier et parvenir avant le Lundi 3/03/2025 à 12 heures.

Assistance au dépôt électronique :

Les candidats disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

ARTICLE 11 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES OFFRES

11.1. - OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus dans les conditions prévues à l'article 9 du présent règlement.

Au vu des renseignements et documents fournis, le Pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités/garanties professionnelles, financières et techniques paraissent insuffisantes en application des articles R2142-4, R2143-1 à -16, R2144-1 à -7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

11.2. - JUGEMENT DES OFFRES

En application des articles R2152-1 à -7 et -11-12 et -13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur examine et classe les offres, peut éliminer les offres non conformes à savoir irrégulières, inacceptables ou inappropriées.

Toutefois, l'UGECAM NORD EST pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres irrégulières dans le délai prescrit.

- 1) la qualité fonctionnelle et opératoire de l'offre jugée sur le mémoire d'organisation et de réalisation de la prestation pour 50% selon les sous-critères suivants :

- 1.1 l'organigramme avec le nombre d'agents encadrant et exécutant sur chaque site et le nombre d'heures mensuelles/annuelles totales proposées par agent et par site : 30/100,

- 1.2 l'organisation de la prestation : formations, planification des tâches, fiches de poste et les mesures prévues pour l'encadrement des équipes d'intervention et la procédure en cas d'absence d'agents (communication auprès de l'établissement, remplacement, redistribution des heures de l'agent absent) : 30/100,

- 1.3 les outils de contrôle notamment la proposition d'une grille de contrôle d'évaluation des prestations, la fréquence et les modalités d'organisation des contrôles internes ainsi que les mesures correctives prises dans le cadre des contrôles internes et contradictoires : 20/100,

- 1.4 les moyens techniques et innovations : méthodologie, procédés d'exécution, protocoles mis en place et la traçabilité : 20/100,

2) la valeur économique jugée en fonction des prix des prestations : 40%,

Les prix forfaitaires sont détaillés au moyen des annexes financières (cadres réponse) qui en indique les éléments constitutifs. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans les annexes financières seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

3) les performances en matière de protection de l'environnement et de développement durable au regard de l'exécution des prestations du présent marché, proposées dans la notice technique spécifique demandée à l'article 9 : 10%.

L'attribution se fera lot par lot.

Le candidat envisagé comme attributaire avant d'être définitivement désigné comme tel, se verra dans l'obligation de produire dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur, les certificats fiscaux et sociaux valables au 31/12/2024 (imprimés NOTI1 et NOTI2 ou équivalent) ; à défaut, le pouvoir adjudicateur retiendra le candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il est à noter que tout renseignement complémentaire sollicité par le candidat doit être transmis à l'UGECAM NORD EST au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 13 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Conformément à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

ARTICLE 14 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Ce dossier comprend :

- le présent règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- les cadres réponse, annexes de l'acte d'engagement,
- le cahier des clauses administratives particulières et son annexe,
- les cahiers des clauses techniques particulières et leurs annexes,
- l'annexe de reprise du personnel par établissement,
- une attestation de visite.